



Kevin Frayer/Getty Images

## Qu'est-il arrivé à 'plus jamais' ?

Ces temps-ci, l'Europe ne peut pas critiquer l'Amérique assez fort. Mais lorsque qu'il s'agit des mensonges, des vols et des violations choquantes des droits de l'homme d'une autre nation, l'Europe est relativement silencieuse.

- Jeremiah Jacques
- [26/10/2020](#)

Voici trois déclarations faites par les dirigeants européens cette année. Pouvez-vous remplir les espaces vides ?

« Il n'est pas possible de façonner le monde de demain sans une relation solide UE-\_\_\_\_\_ ».

*La présidente de la Commission de l'Union européenne, Ursula von der Leyen*

Il est dans le « plus grand intérêt » de l'Europe de travailler en étroite collaboration « avec \_\_\_\_\_ sur tous les fronts ».

*La chancelière allemande Angela Merkel*

La « bonne voie » pour l'Europe est de « faire le point sur les politiques d'innovation et la formidable économie de \_\_\_\_\_ » et de poursuivre « l'engagement plutôt que la confrontation ».

*Le diplomate européen Nicolas Chaptis*

Ces déclarations reflètent une opinion de plus en plus répandue parmi les dirigeants et les citoyens européens. On pourrait penser que la nation innovante et économiquement puissante avec laquelle ils veulent bâtir une relation forte sur tous les fronts est la même démocratie qui a dépensé des centaines de milliards de dollars au cours des 75 dernières années pour reconstruire et sauvegarder l'Europe et stabiliser le monde : les États Unis.

Ce n'est pas le cas. C'est le régime communiste de la République populaire de Chine.

Ces dernières années, l'Europe et la Chine ont considérablement accru leurs échanges. La Chine est désormais le deuxième partenaire commercial de l'UE et l'UE est le plus grand partenaire commercial de la Chine. Les deux ont également développé une coopération politique, technologique, éducative, environnementale, énergétique, culturelle, scientifique et même militaire.

Et un nombre croissant de décideurs politiques européens sont déterminés à faire tout ce qu'il faut pour continuer à façonner le monde de demain en s'engageant avec la Chine—même si cela signifie compromettre les valeurs démocratiques, et rester essentiellement silencieux sur les violations des droits de l'homme par le régime communiste, et même si cette violation des droits individuels devient de plus en plus évidente et manifestement cruelle.

## Xinjiang et les « organes de la dictature »

L'endroit où la cruauté de la Chine est la plus flagrante est le Xinjiang, dans le nord-ouest du pays. Cette région a longtemps été disputée par les Mongols, les Chinois et divers peuples turcs. Mais au 18<sup>e</sup> siècle, les différends se sont

brutalement terminés lorsque la région a été conquise par la dynastie chinoise Qing. Depuis, c'est une poudrière pour les conflits entre le peuple autochtone ouïghour, qui cherche à rendre le Xinjiang autonome, et les dirigeants chinois, qui refusent de libérer la région de ce qu'ils appellent « la grande famille du territoire national chinois ».

Les tensions se sont aggravées au cours des années 1990 et 2000. En 2014, le nouveau dirigeant chinois, Xi Jinping, a réprimé. « Ne montrez absolument aucune pitié », a-t-il dit dans un discours aux responsables du Parti communiste chinois (PCC), leur disant qu'ils doivent subjuguier les Ouïghours « sans aucune hésitation ni fléchissement » en utilisant « les organes de la dictature ».

Le gouvernement de Xi a rapidement transformé ses ordres terrifiants de ce discours secret, en réalité publique. En 2017, le Parti communiste avait rempli le Xinjiang d'innombrables caméras, des milliers de points de contrôle et des centaines de « centres de rééducation ». Il avait même retiré les hommes ouïghours de leurs maisons, les remplaçant par des hommes chinois Han. Le Xinjiang était devenu un État policier.

L'année dernière, entre 1,1 et 3 millions des 10 millions d'Ouïghours de la région étaient détenus dans ces centres. Le PCC insiste sur le fait que l'objectif est de purger l'extrémisme religieux de leur pensée et de leur enseigner des compétences professionnelles. Mais les preuves des survivants et des documents divulgués par le PCC révèlent le véritable but : le parti est déterminé à « siniser » le Xinjiang pour assimiler les Ouïghours à une culture monolithique Han et éliminer ceux qui ne se soumettront pas.

Les détenus sont contraints d'enfreindre leur religion en mangeant du porc et en buvant de l'alcool. Il leur est interdit de prier ou de parler leur langue maternelle. Les résistants sont régulièrement confrontés à la famine, à la torture, aux abus sexuels, aux avortements forcés et à la stérilisation. Des nombres inconnus sont tués dans les camps.

L'année dernière, des organisations militantes ouïghoures ont témoigné devant le tribunal chinois que les crimes contre l'humanité du PCC au Xinjiang comprenaient la découpe des organes des détenus contre leur volonté. Après avoir revu les témoignages de plus de 50 témoins et des montagnes de vidéos et de preuves écrites, le tribunal a jugé « avec certitude » et « au-delà de tout doute raisonnable » que « en Chine, le prélèvement forcé d'organes sur des prisonniers d'opinion a été pratiqué pendant une période de temps considérable, impliquant un grand nombre de victimes ». Ceci est un mal à un niveau qui vous rend physiquement malade à imaginer.

Il y a 75 ans environ, après le massacre de 6 millions de Juifs par l'Allemagne nazie, l'expression « plus jamais » est devenue le vœu solennel pour beaucoup en Europe et au-delà. Plus jamais les nations du monde ne resteraient les bras croisés alors qu'un gouvernement commettrait systématiquement de telles horreurs sataniques sur n'importe quel groupe.

Mais le peuple ouïghour vit un cauchemar sous le contrôle du Parti communiste chinois. Un holocauste du 21<sup>e</sup> siècle leur arrive MAINTENANT. Mais comme pour l'Holocauste contre les Juifs dans les années 30 et 40, la plupart des Européens l'ignorent. Et peu de dirigeants du continent adopte une position significative contre cela.

L'année dernière, l'Allemagne a signé une déclaration des Nations Unies condamnant les camps du Xinjiang, mais ces mots n'ont été accompagnés d'aucune punition diplomatique ou sanction économique—sans parler des mouvements militaires. Au lieu de cela, alors que les preuves de cet holocauste moderne se multipliaient, l'UE a décidé d'aller de l'avant avec un sommet majeur avec la Chine.

« L'ampleur des violations des droits de l'homme » signifie qu'il est « inapproprié de courtiser le parti-État chinois dans cette situation », a déclaré Katrin Kinzelbach, professeur de droits de l'homme à l'Université d'Erlangen-Nuremberg. Mais c'est exactement ce que fait l'Allemagne avec ce « sommet spécial UE-Chine ».

Le sommet a finalement été reporté. Mais pas parce que l'UE a développé une conscience du Xinjiang. Il a été reporté à cause d'un mal différent que la Chine a déchaîné sur le monde : la COVID-19.

## Cela aurait pu être arrêté

Il est maintenant clair qu'en novembre 2019, le Parti communiste chinois a reçu des avertissements des autorités de Wuhan concernant un nouveau virus résistant aux médicaments. Mais au lieu de prendre des mesures pour le contenir dans ces premiers jours et d'avertir le monde, le Parti communiste a adopté exactement l'approche opposée.

Le gouvernement a appréhendé des journalistes qui rapportaient sur l'épidémie, a arrêté des citoyens qui publiaient à ce sujet en ligne et a détenu des médecins et les ont forcés pour qu'ils retirent les avertissements qu'ils avaient émis. Le Parti communiste a détruit des échantillons de laboratoire, a refusé d'admettre des experts médicaux d'autres pays et a menti à plusieurs reprises et effrontément aux gouvernements et aux médias. Et certains critiques chinois de leur gestion de l'épidémie—y compris un magnat de la propriété, un blogueur de premier plan et le chef des urgences à l'hôpital central de Wuhan—ont simplement « disparus », selon le régime.

Ce n'est seulement qu'à la fin de janvier—après au moins sept semaines et après que quelque 7 millions de personnes potentiellement infectées aient quitté Wuhan pour d'autres régions du monde—que le Parti communiste a commencé à prendre des mesures de quarantaine et à alerter le monde de l'épidémie. Même alors, après que la Chine a finalement commencé à travailler avec l'Organisation mondiale de la santé, un rapport de l'Agence centrale de renseignement (*Central Intelligence Agency*) montre que le régime chinois a menacé de « cesser de coopérer » avec l'enquête de l'OMS « si

l'organisation déclarait une urgence sanitaire mondiale ».

Pendant ce temps, alors que le régime faisait pression sur l'OMS pour minimiser la menace, il a ordonné aux ambassades chinoises et à d'autres organisations chinoises dans les pays du monde entier d'acheter autant de matériel médical que possible à l'étranger et de l'expédier en Chine. En Australie, par exemple, la journaliste Liz Storer a rapporté que des « organisations soutenues par le gouvernement chinois » ont cessé leurs activités commerciales normales en janvier et février pour « littéralement piller l'Australie » pour des fournitures liées à l'épidémie, « qu'elles ont fièrement placées dans des conteneurs massifs et renvoyées en Chine ».

Les données de l'Administration générale des douanes de Chine montrent que du 24 janvier au 29 février, la Chine a importé au total 2,5 milliards d'équipements de protection individuelle. Cela représente une quantité époustouflante d'équipement—18 fois plus grande que la quantité habituelle—que la Chine a achetée à des pays qui ne savaient pas à quel point la COVID-19 deviendrait bientôt perturbatrice pour leurs propres populations. Le 21 avril, le directeur du commerce et de la fabrication de la Maison-Blanche, Peter Navarro, a déclaré que la Chine « avait aspiré tous les équipements de protection individuelle dans le monde pendant qu'elle cachait le virus ».

Peut-être que la frénésie des achats visait principalement à doter la population chinoise des fournitures nécessaires pour lutter contre la maladie. Mais le Parti communiste chinois aurait aussi bien compris qu'en muselant la lâche OMS, la maladie était sûre de se mondialiser, et que les pays dont ses agents venaient de piller les étagères auraient alors désespérément besoin d'équipements de protection. Et puis, lorsque la Chine n'a pas fini par utiliser tout l'équipement qu'elle avait accumulé, elle était bien placée pour revendre l'excédent à des pays désespérés et craintifs à un prix élevé. « Non seulement la Chine entrepose », a déclaré Navarro, « ils le revendent également au monde à des prix qui sont obscènes ».

Le média d'État chinois *Xinhua* a récemment loué le « temps précieux que la Chine a acheté au monde » avec sa gestion du coronavirus. Mais les faits montrent exactement le contraire. Le Parti communiste chinois a tenté de sauver la face au lieu de sauver des vies. Il a donné la priorité à sa propre survie au-dessus de celle du peuple chinois ou des autres peuples du monde, et en tant que tel, il est coupable de la propagation mondiale du virus. Les faits montrent que c'est la malhonnêteté et l'incompétence du régime qui ont libéré ce pathogène qui a tué des centaines de milliers de personnes et a commencé à pousser les économies vers la récession.

Quelle a été la réponse de l'Europe à tout cela ? Alors que Liz Storer, Peter Navarro et d'autres dans les nations anglophones tiraient la sonnette d'alarme sur la malhonnêteté de la Chine, l'Europe a emprunté une voie différente. Le journal *New York Times* a expliqué : « Inquiets des répercussions, les responsables européens ont d'abord retardé et ensuite réécrit [un rapport sur la désinformation sur la pandémie] de manière à diluer l'attention sur la Chine, un partenaire commercial vital—en ayant une approche très différente de la position de confrontation adoptée par l'administration Trump » (24 avril).

En juin, la Commission européenne a critiqué la diffusion par la Chine de fausses informations concernant la COVID-19. Mais comme pour le Xinjiang, c'était une déclaration symbolique qui n'a pas inversé d'un iota l'ouverture de l'Europe à la Chine.

## Un pays, un système

Au début du 19<sup>e</sup> siècle, Hong Kong n'était peuplée que d'environ 7 500 personnes dispersées dans des villages de pêcheurs. Mais après que la Grande-Bretagne y ait hissé son drapeau en 1841, l'île s'est rapidement transformée en une plaque tournante pour les entrepreneurs européens désireux de commercer avec l'Asie en vertu des lois britanniques et de la protection britannique. Les ressortissants chinois ont afflué là-bas pour trouver du travail et, alors que le continent subissait des troubles politiques, de nouvelles vagues de réfugiés chinois ont régulièrement fui vers l'île.

En 1997, lorsque la Grande-Bretagne a cédé Hong Kong à la Chine, la population avait atteint 6,5 millions d'habitants. Et beaucoup craignaient que les libertés et les principes de protection de la liberté établis par la Grande-Bretagne ne soient effacés par le Parti communiste chinois. Pour atténuer la peur, la Chine a promis de laisser Hong Kong conserver son identité distincte sous une rubrique appelée « un pays, deux systèmes ». Cela garantissait que, pendant au moins 50 ans, Hong Kong ferait partie du « seul pays » de la Chine, mais que les communistes laisseraient le gouvernement et le peuple gérer leur propre « système ». Cela signifiait un degré élevé d'autonomie économique, politique et judiciaire—y compris l'adoption de leurs propres lois.

Pendant les premières années, la promesse a été soigneusement respectée. Mais dans les années 2000, la Chine a commencé à s'intégrer dans certaines affaires de Hong Kong, et les habitants du territoire ont manifesté contre elle. Au fil des années, les efforts de Pékin contre la semi-autonomie de Hong Kong se sont poursuivis, et ceci a suscité une série de vives protestations.

L'été dernier, un analyste du territoire a déclaré à la *Trompette*, sous couvert de l'anonymat, que la Chine faisait une entorse à sa promesse des « deux systèmes » jusqu'au point de rupture. Le Parti communiste était en train de manœuvrer pour faire de Hong Kong une ville chinoise typique où ses membres exercent une autorité au-dessus de la loi. Il a dit qu'il craignait pour sa sécurité : « Du fond du cœur », a-t-il dit, « Je mettrais en garde n'importe qui, dans n'importe quel pays, méfiez-vous du gouvernement chinois ».

Mais la plupart des nations, y compris la plupart en Europe, n'ont pas dit grand-chose et ont fait encore moins à propos de

l'engagement de la Chine contre Hong Kong. Et en juin, la Chine a brisé sa promesse.

Les nouvelles lois sur la sécurité que la Chine a illégalement imposées sur l'île criminalisent la subversion, la sécession, le terrorisme et la collusion avec des entités étrangères. Sous « un pays, deux systèmes », Hong Kong devait adopter sa propre législation jusqu'en 2047 au moins. Maintenant, le Parti communiste a promulgué ses propres lois et peut classer la plupart des critiques du parti, y compris les manifestations pacifiques contre Pékin violant sa promesse, comme étant l'un de ces crimes—et exécuter la punition en conséquence.

Les lois draconiennes établissent également pour la première fois une force d'agents de sécurité et de renseignement chinois à Hong Kong. Tout comme avec de telles forces sur le continent, elles sont à l'abri de nombreuses lois et sont chargées d'imposer à tout prix le pouvoir du Parti communiste sur les Hongkongais.

La disposition sur « l'extraterritorialité » des nouvelles lois est peut-être la plus préoccupante. La loi affirme qu'elle s'applique non seulement à toute personne résidant à Hong Kong, indépendamment de sa nationalité ou de sa résidence, mais également aux actions commises « de l'extérieur de la région par une personne qui n'est pas un résident permanent de la région ». Cela signifie que vous qui lisez cet article en ce moment, quel que soit votre pays, êtes probablement en violation des nouvelles lois chinoises et, si possible, susceptibles d'être arrêtés. Cela viole effrontément le droit international.

Bien que les nouvelles lois n'aient pas encore été invoquées pour faire des appréhensions en dehors de la Chine, elles ont abouti à un certain nombre d'arrestations à Hong Kong, dont celle du magnat Jimmy Lai le 10 août. L'homme de 71 ans dirigeait le journal pro-démocratie *Apple Daily* et a été arrêté par un groupe de 200 policiers pour « collusion avec des puissances étrangères »—bien qu'il n'y ait aucune preuve d'une telle collusion. En vertu de la nouvelle loi, des individus comme Lai peuvent être condamnés à la prison à vie, ou pire.

La nouvelle loi « enterre un pays, deux systèmes », écrit la revue *The Economist*, ajoutant que cela montre que le Parti communiste chinois « préfère plutôt être craint qu'admiré » (2 juillet).

Après l'imposition de la loi, la *Trompette* a contacté l'analyste de Hong Kong qui nous avait souvent fourni des comptes et des analyses de première main. Mais lui, comme des dizaines de milliers d'autres anciens militants, avait supprimé tous les comptes en ligne qui avaient été utilisés pendant des années pour réclamer la liberté. Son sort est inconnu.

Nous n'en sommes même pas à la moitié des 50 années promises, mais il est clair que la Chine a mis fin aux libertés de Hong Kong. Et maintenant, les enjeux sont si importants qu'il n'y a presque plus personne disposé à protester.

Les États-Unis et le Royaume-Uni ont rapidement réagi à la mesure illégale de la Chine, en adoptant une nouvelle législation mettant fin aux extraditions vers Hong Kong et ouvrant la voie à la réinstallation de sa population en Amérique et en Grande-Bretagne. L'UE, cependant, a seulement déclaré qu'elle « continuerait à suivre les développements ». Robert Tyler, de *New Europe*, a qualifié cette décision de « semblable à celle de déclarer que vous observerez la croissance future d'une plante un mois après avoir cessé de l'arroser ».

Ce n'est pas seulement avec le Xinjiang, la COVID-19 et Hong Kong. Lorsqu'il s'agit du comportement tout aussi illégal et inquiétant de la Chine au Tibet, à Taiwan, dans la mer de Chine méridionale, à l'Organisation mondiale du commerce et dans les domaines économique, cyber et technologique, la réaction de l'Europe est généralement la même : Faites des déclarations ou des gestes qui ne sont pas totalement dénués de sens, mais sont fondamentalement le strict minimum pour donner une apparence de se soucier du mal de la Chine—et tout en continuant à approfondir les relations Europe-Chine.

Ce comportement d'un continent qui prétend défendre la démocratie, le droit international et les droits de l'homme serait tout à fait déroutant, si ce n'était des prophéties qui prédisaient cette évolution.

## ‘Un marché des nations’

Il y a environ 2 700 ans, le prophète Ésaïe a été inspiré pour écrire sur une alliance commerciale multinationale extrêmement puissante qui se développerait à l'ère moderne. Ésaïe 23 : 3 qualifie cela de « marché des nations ».

Le verset 1 identifie l'un des principaux acteurs de ce conglomérat comme « Kittim ». Dans [Ésaïe : sa vision du temps de la fin](#), le rédacteur en chef de la *Trompette* Gerald Flurry écrit : « Kittim est synonyme du Chittim de la prophétie d'Ésaïe.... Après leur migration à travers l'Asie centrale, les Kittim ont fait leur apparition dans le nord-est de la Chine moderne et en Mongolie. » Donc, ce nom indique la Chine moderne.

La prophétie d'Ésaïe dit que « Tyr » sera également un acteur majeur dans ce bloc. M. Flurry explique ce que signifie ce nom : « Le *centre spirituel* du Saint Empire romain [l'Europe moderne] est appelé Babylone dans votre Bible (Apocalypse 17 : 5 ; 18 : 1-3). Mais ici dans Ésaïe, la Bible fait référence à Tyr (et à ses alliés Sidon, etc.) comme le *centre commercial* de cette puissance européenne. »

Un passage apparenté dans Ézéchiël 27 dit que « Méschec » et « Tarsis », des termes anciens indiquant la Russie et le Japon modernes, rejoindront également cette alliance commerciale ceinturant le globe.

Ensemble, ces nations en viendront à contrôler le commerce mondial pendant un bref instant, et les Écritures montrent qu'elles utiliseront ce contrôle pour étouffer l'Amérique et certains de ses alliés.

« La Bible contient de nombreuses prophéties de cette puissance européenne attaquant l'Amérique », écrit M. Flurry. Lorsque cela arrivera, « il n'y aura aucune aide ou sympathie de l'Asie ». En fait, « la Russie, la Chine et le Japon » formeront une « brève alliance » avec l'Europe. « Tous vont assiéger l'Amérique, la Grande-Bretagne et la nation juive. »

M. Flurry poursuit : « C'est pourquoi la prophétie d'Ésaïe d'un 'marché des nations' de la fin des temps qui comprend à la fois des puissances européennes et asiatiques est si intrigante. Et pourquoi la tendance à la collusion entre ces deux grands blocs économiques mérite d'être surveillée. »

À partir de ces prophéties, nous devrions nous attendre à ce que les liens qui se développent actuellement entre l'UE et la Chine—y compris ceux qui sont perpétués par le refus de l'Europe d'affronter véritablement la méchanceté de la Chine—ne feront que se renforcer dans les années à venir. Alors même que la Chine de Xi Jinping devient de plus en plus agressive et malveillante, l'Europe se rangera de plus en plus à son côté—et contre l'Amérique. Et cette tendance culminera par une période de calamité et d'obscurité extrêmes.

Mais la prophétie biblique ne s'arrête pas là ! Les Écritures montrent que les ténèbres ne dureront pas longtemps et seront vaincues par la lumière. Une ère entièrement nouvelle, l'époque la plus lumineuse de l'histoire de l'humanité, va commencer.

« Ce partenariat commercial ne durera pas longtemps », écrit M. Flurry. « Bientôt, ils s'affronteront, juste avant que Jésus-Christ ne revienne et ne les détruise tous les deux. »

Le Créateur de l'humanité reviendra sur Terre et mettra un terme décisif à la rébellion, à l'autodestruction, aux violations des droits de l'homme, au génocide reproductif, à l'oppression, aux maladies et à d'innombrables autres maux. Il inaugurerà une ère de paix et de stabilité pour les Ouïghours, les Chinois, les Hongkongais, les Européens et le monde entier. « Dieu merci », écrit M. Flurry, « il y a de bonnes nouvelles au-delà des mauvaises nouvelles ».



**Téléchargez, ou commandez votre copie gratuite de**

**Ésaïe : sa vision du temps de la fin**

**maintenant en cliquant ici.**